

Zeitschrift:	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber:	Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band:	52 (1994)
Heft:	2
Artikel:	De la collectivité à la connectivité européenne : la décennie 1994-2004
Autor:	Cornut, Jacques W.
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-140312

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DE LA COLLECTIVITÉ À LA CONNECTIVITÉ EUROPÉENNE (LA DÉCENNIE 1994 - 2004)

Jacques W. CORNUT¹

Bâle

"Ayons donc de l'avenir cette crainte qui fait veiller et combattre, et non cette sorte de terreur molle et oisive qui abat les cœurs et les énerve".

Alexis de Tocqueville

Préambule

Une série de discussions entre hommes d'affaires des bords du Rhin (Bâle) et des bords de la Mer Noire (Varna) est en quelque sorte à l'origine de ce propos. Parlant de la voie fluviale qui relie dorénavant Bâle à la Mer Noire grâce au canal Main-Danube ouvert récemment, un fait historique avait attiré notre attention: l'isochronisme de deux grandes batailles qui se sont déroulées en 1444 à environ 2'000 kilomètres l'une de l'autre. Les deux événements n'ont évidemment rien de commun entre eux. La collectivité des protagonistes de la bataille de St-Jacques sur la Birse près de Bâle et celle de la bataille des environs de Varna ne savaient sans doute rien les uns des autres il y a 550 ans. Néanmoins, certaines similitudes apparaissent. La période août-septembre avait été dans les deux cas celle de l'affrontement. Les techniques de combat et les moyens engagés étaient fort semblables, comme en témoignent les objets soigneusement conservés dans les musées. L'émergence d'alliances successives entre collectivités très diverses offrait également de curieuses ressemblances.

Ce point de départ historique a été pour nous l'occasion de décrire les pérégrinations politiques qui ont marqué et souvent ensanglanté jusqu'à nos jours ces deux régions européennes. Mais l'actualité qui préoccupe les milieux politiques et économiques en cette fin de siècle est d'un autre ordre. Dans un cas, le souci majeur est la persistante difficulté du passage à la démocratie et à l'économie de marché. Dans l'autre cas, c'est la préservation de la démocratie contre l'extrémisme de gauche comme de droite et contre un dérapage vers une dictature des minorités, ainsi que la libération de l'économie de

¹ Jacques W. Cornut (JWC), 1928, dirige son propre bureau de European Public Affairs à Bâle. Il est aussi conseiller de plusieurs entreprises dans les domaines de la chimie et de la construction. Jusqu'en 1992, il a occupé différents postes de direction dans une entreprise multinationale de l'industrie chimique bâloise. JWC est membre notamment du Comité Suisse-UE à Bruxelles, du Comité de la Schweizerische Ost-Management-Stiftung à Zurich; il est président d'honneur et fondateur (1984) de la Chambre de Commerce mixte Suisse-Bulgarie.

marché du corset de contraintes obsolètes qui l'empêche toujours de vraiment s'épanouir. C'est donc sur ces constats que nos discussions ont abandonné leur volet historique pour s'élancer, avec un esprit critique, vers les enjeux actuels et les défis européens de la décennie 1994 - 2004. Pour rester bref, ce propos se limitera aux volets les plus débattus lors des discussions. Ils sont au nombre de trois: la vision qu'on peut raisonnablement avoir aujourd'hui de *l'horizon politico-économique 2004* de notre continent, *l'impact des nouvelles technologies* et la *maîtrise des aspects sociaux*.

1. Horizon politico-économique 2004

Il est plus que probable que l'impréparation des instruments mis en place dans le cadre intégratif européen ne permettra pas à nos entreprises de profiter pleinement d'un ralentissement de la récession, voire même d'une reprise. Les fardeaux engendrés par l'héritage socialo-communiste de l'après 1989 et supportés directement ou indirectement par l'Europe occidentale continueront à avoir de fâcheuses conséquences sur la croissance économique des dernières années de notre siècle.

L'aide multiforme (financière, technique, de coopération, de formation, etc.) que l'Ouest a engagée avec les pays d'Europe centrale et de l'Est (Eucentrest) représente à long terme un des éléments les plus marquants de cette situation. De grands pas ont été faits, des structures existent, mais les bases restent encore bien fragiles. L'Ouest continue à se débattre dans des situations de crise, mais tient à respecter ses responsabilités à l'égard des pays de l'Eucentrest pour accompagner et accélérer les mutations de leur système économique et social. En outre, de nombreuses difficultés nouvelles émergent en cours d'exercice en découvrant l'ampleur des dégâts provoqués par la gestion socialo-communiste dans les domaines de l'environnement et de l'énergie. Par obédience idéologique, ces systèmes ne savent pas intégrer les réflexions pluridisciplinaires qu'exige toute planification industrielle. Un problème majeur Ouest-Est réside aussi dans le fait que dans les pays de l'Eucentrest la part des biens et des services compétitifs sur les marchés mondiaux et pouvant être écoulés avec succès sur les marchés de l'Europe de l'Ouest restera longtemps encore trop faible par rapport à la production globale. *Malgré ce tableau maussade, mais réaliste, il faut éviter de sombrer dans le pessimisme.*

Il est prématuré de dire quelles formes aura l'Europe au-delà de l'an 2004. L'édifice actuellement en voie de réalisation continue en fait à être basé sur une situation de départ remontant au bipolarisme des années 50 et 60. Tout le monde en est conscient, mais peu de modifications et d'adaptations substantielles ont été traduites dans les faits.

L'état valétudinaire de l'économie et la pression de la récession poussent les collectivités nationales, parfois aussi régionales, à se replier toujours plus sur elles-mêmes. Il est paradoxal de constater, après la signature des accords du GATT, combien restreint est demeuré l'esprit d'ouverture de ces collectivités. La méfiance réciproque règne et en-

tretient un protectionnisme larvé de très mauvais augure. La hantise d'assister impuisant à de nouvelles disparitions de places de travail subjugue les Autorités à tous les échelons, particulièrement en période électorale, et la confrérie des prévisionnistes reçoit ici et là beaucoup de caresses dans le sens du poil!

Le monde économique doit s'investir dans le développement d'une compétitivité durable. Les mesures à court terme et "tape à l'œil", trop souvent administrées, se révèlent toujours très brèves dans leurs effets mais très coûteuses à longue échéance. *Les politiciens doivent être plus attentifs aux milieux d'affaires et aux enseignements des économistes.* Ils doivent les soutenir. C'est ainsi que seront produites les richesses, donc les sources d'emploi qui sortiront de leur torpeur des collectivités qui perdent le goût de l'innovation, les charmes du risque et la fougue qui devraient les animer. Nos pays ont besoin d'un environnement économique, industriel et réglementaire qui encourage l'esprit d'entreprise et l'initiative privée, à l'Ouest comme à l'Est.

Le temps presse, car le paysage géopolitique européen n'a pas que des facettes euphorisantes. L'Europe, comme le reste du monde, continue d'osciller d'une situation de risque sans danger à une situation de danger sans risque. En effet, il est généralement admis que:

- de la guerre froide, nous ne sommes pas passés à un véritable état de paix,
- les sentiments d'insécurité découlent d'une perception subjective qui aboutit à des phénomènes complexes, difficiles à saisir, mais indubitablement générateurs de peurs aussi bien chez l'individu que dans les collectivités,
- les formes de guerre qui ont ébranlé l'Europe n'ont pas complètement disparu, mais semblent s'éloigner pour faire place à une insécurité de type nouveau,
- la misère, le marasme et le fondamentalisme campent aux frontières Est et Sud de notre continent,
- le flirt de millions de Russes avec le fascisme après l'écroulement du socialo-communisme ne restera pas sans impact,
- les facteurs d'insécurité, donc d'instabilité, d'origine autres que politico-militaire (mécanismes mafieux multinationaux) prolifèrent en Europe et peuvent, dans le marasme socio-économique des nations qui forment à l'Est les faubourgs de notre continent, rapidement dégénérer en conflits armés.

En 2004, à la fin de cette décennie, les adolescents d'aujourd'hui qui se référeront à la période actuelle parleront du siècle passé! S'il est vrai que le caractère se forme dans le tumulte du monde, gageons que ces jeunes, à l'Ouest comme à l'Est, ont toutes les chances d'avoir un caractère bien trempé, pour autant que leur engagement corresponde à leur enthousiasme. Ils en ont grand besoin face aux enjeux structurels qui les impliqueront toujours davantage et par-delà les frontières nationales.

Il est donc impératif pour tous de foncer et d'œuvrer à une renaissance économique et sociale en Europe. Ce qui nous apparaît certain pour l'horizon 2004, c'est que *l'économie restera le principal stimulant* et que *l'industrie sera l'architecte* qui donnera ses formes à l'Europe. Mais à leur tour l'économie et l'industrie devront épouser des formes européennes. *L'élimination effective de clivages anachroniques et d'entraves au commerce et à l'industrie est un accélérateur*, dont il s'agit de faire usage à tous les échelons et sans plus tarder.

Les secteurs culturels et sociaux doivent, c'est l'évidence-même, participer à ce fascinant développement de notre continent, mais les domaines économiques et industriels peuvent prétendre à une nette priorité. En effet, *il faut d'abord créer les ressources, avant d'en faire usage*.

2. Impact des nouvelles technologies

La fascinante phase du passage du deuxième au troisième millénaire déclenche et accélère dans le monde, et particulièrement en Europe, une succession d'étapes décisives. Parallèlement au passage d'un siècle à un autre, nous passons de l'ère industrielle à l'ère des logiciels. Nous passons du domaine de la collectivité à celui de la connectivité. Tout ou parties de nombreux schémas politico-militaires, socio-économiques et autres se périment très rapidement pour finir bientôt dans les musées. La décennie 1994 - 2004 verra plus de changements qu'en ont connus les cinquante dernières années de ce siècle.

Cette nouvelle période, dont nous vivons la phase initiale, aura des répercussions très profondes, parfois même dramatiques sur toutes les activités humaines. Comme l'ère industrielle avait créé de nouvelles mentalités, *l'ère des logiciels crée déjà de nouvelles tournures d'esprit qui vont influencer nos comportements*. Les spécialistes nous démontrent chaque jour que des convergences très fructueuses deviennent opérationnelles entre micro-ordinateurs et télécommunications. Des produits inédits, impensables hier, ouvrent de nouveaux marchés et suscitent des activités encore insoupçonnées. Ces progrès combinés de l'informatique et des technologies de communication ignorent les frontières des Etats. 150 millions d'ordinateurs existent aujourd'hui dans le monde et véhiculent, en les traitant, des quantités phénoménales d'informations. C'est connectées sur ce "tissu nerveux" que reposent désormais toutes les activités humaines de production et de services, de l'industrie lourde à la médecine, en passant par la finance et les loisirs. En 2004 environ, plus de 200 chaînes de télévisions à vocations spécifiques seront disponibles sur notre continent. D'autres technologies et d'autres sciences feront des progrès extraordinaires grâce aux avances de la nanométrie. Cette courte incursion dans le futur immédiat met en exergue *l'incommensurable responsabilité de tous vis-à-vis de notre jeunesse quant à sa préparation à affronter cet univers nouveau de la connectivité*. Mais il s'agit aussi de la responsabilité des autorités, des politiciens et des

entrepreneurs de mettre en place dès maintenant des dispositifs qui assureront la maîtrise de cette transition inéluctable. Les perdants seront les non-connectés, les entrepreneurs timorés, les politiciens populistes mais frileux et les syndicalistes éternels défenseurs du passé. Mais plus perdants encore seront les salariés et leur famille, lorsque l'inconscience des précités fera ses ravages.

L'ère des logiciels entraîne à l'Ouest comme à l'Est la disparition d'activités, mais en crée d'autres qui exigent des connaissances différentes. Le même phénomène s'est produit au début et tout au long de l'ère industrielle. Lamentations et résignation ne sont pas bonnes conseillères. Une prise de conscience est nécessaire car notre continent, y compris notre nation bien entendu, perd sa compétitivité. On constate un recul des parts de marchés mondiales et les grands projets d'investissement sont de moins en moins souvent mis en œuvre en Europe.

3. Maîtrise des aspects sociaux

Vingt millions de chômeurs pour l'Europe occidentale n'est pas le fruit d'une fatalité et *le manque de travail n'est pas dû à un échec de l'économie de marché*. Les marchés évoluent toujours sous la pression de nouvelles technologies, de nouveaux besoins, de nouvelles ressources. *L'effet de taille* est indispensable à l'entreprise pour optimiser ses niveaux technologiques et de R&D. Les *redéploiements* sont nécessaires pour améliorer les capacités concurrentielles. Le jeu des *alliances* offre des possibilités synergiques qui, dans l'impitoyable combat économique et industriel, permet à des entreprises de subsister, certes en se redimensionnant, mais en sauvant nombre d'emplois, voire en en créant de nouveaux.

Toutefois les acquis concurrentiels ne durent pas. Les patrons de PME et de multinationales le savent très bien. *Gagnée àprement, chaque part de marché est immédiatement remise en question par l'action implacable de la concurrence*. Ce sont des prouesses de flexibilité qui sont exigées chaque jour des entreprises dans toutes les branches d'activité.

Trop de rigidité et trop d'atermoiements dans le monde du travail sont une des raisons principales du chômage de quelque durée qu'il soit. A cela s'ajoutent souvent des conditions-cadres surannées, des exigences administratives antinomiques, une fiscalité pénalisante, une immixtion abusive de l'autorité et du monde politique, etc., et la liste n'est pas exhaustive.

En regardant de plus près les innombrables propositions de solutions visant à résorber le chômage en Europe, quelques constatations s'imposent. Chez les politiciens, ce sont en majorité ceux qui étaient aux commandes de l'Etat lorsque la grande vague de chômage a déferlé qui osent avouer détenir la clé du miracle. Chez les syndicalistes, on sert toujours le prêt-à-porter idéologique et la défense de sa propre position semble

préférée au risque d'émettre une proposition faisant appel à une nouvelle ouverture d'esprit. Ici aussi, la liste n'est pas exhaustive.

Très rares sont les milieux qui dégagent des propositions concrètes sortant des sentiers battus et tenant compte des profondes modifications existantes et futures qu'affrontent les entreprises et leur personnel, à tout niveau hiérarchique.

La récente réunion à Detroit des pays les plus riches du monde (G7) qui se sont rencontrés spécifiquement afin de débattre pour la première fois (!) du problème du chômage n'a apporté, elle non plus, aucune idée nouvelle!

Le programme de l'UE, dont la Commission a publié un livre blanc il y a quelques mois, se fixe comme objectif la création de 15 millions d'emplois d'ici l'an 2000. Le livre blanc sur le chômage et l'emploi part d'un taux de chômage moyen de 11 % pour les Etats-membres actuels. A partir de ces données, une politique d'investissement de l'ordre de grandeur de 200 milliards de francs suisses a été définie. Les principales réalisations sont envisagées dans les domaines des transports, de l'énergie et de l'information. Le programme découvre que la création d'emplois passe par la croissance et que l'accent devra être mis sur la formation et la formation continue tout au long de la vie professionnelle. La flexibilité de l'emploi doit assurer le succès de la méthode. On entend par là une mobilité géographique et un partage du temps de travail qui est loin de mettre d'accord les intéressés dans les Etats-membres. Quelques promesses de réduction des charges salariales et en particulier des charges sociales sont aussi préconisées. L'UE a fait adopter son programme dans les grandes lignes par les Etats-membres et un dispositif de contrôle est mis en place pour en assurer l'application.

Tant mieux, si maintenant ce programme existe! Il est regrettable qu'il faille atteindre un niveau de chômage aussi élevé pour déclencher un tel programme. Et il est aussi regrettable que le déclenchement de ce programme éveille chez beaucoup, et non sans raison, un sentiment de superficialité face à l'extraordinaire complexité du problème. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps, s'il n'y a en fait qu'à manier un levier pour résoudre la question?!

L'Europe doit s'arracher à l'ambiance d'indifférence généralisée. Ni la motivation ni le consensus social n'existent qui permettent de la sortir de sa léthargie quotidienne et de la mobiliser pour un effort collectif. Or, la vitalité ne se décrète, ni ne s'achète. Le Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi doit donc encore s'enrichir des voies et des moyens de promouvoir un comportement qui fasse une grande place à l'esprit du risque et à l'effort. Ce sont des avis de parlementaires européens.

Comme on le voit, l'Europe s'investit encore trop peu dans son avenir!

Parmi plusieurs dossiers traitant du sujet, un de ceux qui a le plus retenu l'attention de nos interlocuteurs est l'étude de la ERT (European Round Table of Industrialists) de

fin 1993 sur les perspectives de création d'emplois dans la deuxième moitié des années 90. Voici l'essentiel de ses conclusions:

La persistance d'un chômage élevé implique un gaspillage de capacités productives et entraîne une dégradation du capital humain. Les chômeurs, découragés, n'investissent plus dans leur propre formation, renoncent à chercher un nouveau travail ou à prendre une quelconque initiative suivie. Il y a là une sérieuse menace pour la compétitivité de l'Europe.

Depuis longtemps, les pays membres de la CE n'ont rien fait pour *réorienter leurs politiques* afin d'améliorer le fonctionnement du marché du travail et la situation de l'emploi. Partout, on s'est contenté d'attendre les effets que promettaient d'avoir automatiquement sur l'emploi le marché unique et l'union monétaire. Dans chaque pays, les politiciens semblaient préférer le terrain sur lequel ils se sentaient le plus à l'aise, en débattant des questions sociales plutôt que de chercher à comprendre les besoins de flexibilité du marché du travail. La politique communautaire a été axée sur la Charte européenne qui, du point de vue de la création d'emplois, est un pas en arrière et un obstacle. Aujourd'hui, alors que le problème du chômage retrouve toute sa gravité, certains gouvernements ont pris conscience qu'ils ne pouvaient continuer à appliquer les mêmes mesures de politique sociale et de politique de l'emploi et changent d'orientation. Toutefois, les mesures prises sont insuffisantes, trop fragmentaires, trop hésitantes et trop lentes pour empêcher la hausse du chômage.

Il est urgent d'agir, mais il n'y a pas de solutions rapides. La réorientation de la politique du marché du travail exige d'abord un *nouveau consensus social*. Il faut que chaque pays et chaque communauté parviennent à un large accord sur ce qu'il convient de faire pour rétablir un équilibre social faussé et sur les priorités; cette question ne peut pas être réglée par un pacte européen pour l'emploi élaboré sous l'égide de la Commission.

Les *recommandations de la Table ronde* ont pour objet principal de mettre en place, sur le marché européen du travail, les conditions d'un retour à une croissance accélérée de l'emploi dès que l'économie se rétablira. L'économie européenne retrouvera la croissance, mais elle ne produira pas des emplois identiques à ceux qui ont été perdus pendant la récession. Ce n'est que si la main-d'œuvre est réadaptée et si les marchés du travail retrouvent une flexibilité suffisante que la croissance économique se traduira par une création d'emplois importante.

Nous suggérons *quatre séries de mesures*, qu'il convient de combiner selon les lacunes perçues dans chaque pays. Dans la mesure du possible, il faudrait que la nouvelle politique soit déjà mise en œuvre au moment où l'économie européenne sortira de la récession:

1. Une offre de main-d'œuvre plus souple et mieux formée

- Adapter les coûts unitaires du travail. Il faut accepter une plus grande disparité des revenus et, au besoin, une réduction des coûts salariaux et non salariaux et/ou un accroissement de la productivité.
- Redéfinir les priorités de la formation, en particulier continuer à mettre l'accent sur la formation professionnelle et continue. Offrir aux jeunes les possibilités d'acquérir une expérience concrète pour faciliter leur intégration durable dans le marché du travail.
- Modifier les attitudes et améliorer la motivation des salariés comme des chômeurs.

2. Stimuler la demande de main-d'œuvre

- Renforcer la compétitivité mondiale et la *croissance spontanée* des économies européennes.
- Donner un plus grand rôle à l'*investissement privé* (y compris l'investissement étranger direct), simplifier les formalités bureaucratiques à remplir pour créer une entreprise et réduire les charges administratives qui pèsent sur les petites et moyennes entreprises.
- Laisser le champ libre à l'invention et à la création de *nouvelles formes d'emplois utiles*, dans le vaste champ des possibilités qui existent entre le salariat et le statut d'indépendant.
- Limiter les politiques actives de *création d'emplois* à des cas exceptionnels (jeunes chômeurs, chômeurs de longue durée, chômeurs à répétition).

3. Améliorer les mécanismes d'adaptation réciproque de l'offre et de la demande de main-d'œuvre

- Déréglementer le marché du travail et *desserrer le carcan bureaucratique* qui entoure les contrats de travail.
- Abandonner les règlements qui empêchent le *partage des emplois*, mais éviter les réductions du temps de travail ayant pour objet de redistribuer le travail. En période d'ajustement économique accéléré, ces mesures sont néfastes.
- Améliorer la transparence du marché du travail et faciliter la *mobilité* de la main-d'œuvre qualifiée. Former les gens pour leur permettre de s'adapter à l'évolution des métiers.

4. *AdAPTER LE SOUTIEN SOCIAL À L'ÉVOLUTION DES BESOINS ET ŒUVRER EN FAVEUR D'UNE "SOCIÉTÉ ACTIVE"*

- Assurer l'intégration des chômeurs pour préserver leurs aptitudes sociales.
- Favoriser l'instauration d'une "société active" en inventant et en facilitant des formes nouvelles ou traditionnelles d'emplois utiles hors du cadre du salariat contractuel.
- Mieux adapter les *activités des institutions sociales* (organismes publics, églises, etc.) aux besoins de ceux dont les chances de retrouver un emploi rémunéré sont minimes."

Précisions ici que l'ERT est une table ronde d'industriels européens. C'est un groupe d'une quarantaine de dirigeants d'entreprises européennes, dont trois suisses. Chacun d'eux contribue par son expérience et son expertise au travail de l'ERT dans le but de renforcer l'économie de l'Europe et d'améliorer sa compétitivité globale. L'ERT vise à créer un environnement approprié pour assurer aux industries européennes la croissance économique et la prospérité. Elle identifie et étudie les grands enjeux, et elle renforce la prise de conscience des problèmes les plus urgents de l'Europe. L'ERT n'est pas une institution communautaire de l'UE.

A l'échelle continentale, l'angoissant problème du chômage est tristement accompagné de celui d'une sécurité sociale boiteuse. A force de socialisation, les systèmes mis en place à l'Ouest atteignent rapidement leurs limites. Dans un climat de bien-être artificiel, ils provoquent des déficits vertigineux et engendrent autant d'abus que de gaspillages.

A l'Est, c'est l'absence de sécurité sociale qui reste le drame et qui contribue à la persistance du paupérisme. Par conséquent et en terme de transparence, la décennie 1994 - 2004 exige de chacun d'autres critères que simplement la défense ou le maintien de droits acquis pour instaurer une sécurité sociale. Celle-ci du reste ne sera digne de ce nom que si elle est financée directement par la génération qui en bénéficie et non par les hypothèques mises sur la génération qui suit.

Galvanisées par le succès des multinationales occidentales et japonaises, de nombreuses entreprises des pays de l'Eucentrest sont impatientes d'atteindre le plus rapidement possible une dimension multinationale. Contrairement aux opinions toutes faites, nos interlocuteurs découvrent que les entreprises multinationales ne sont ni structurées, ni dirigées de façon uniforme. En ce qui concerne la maîtrise des aspects sociaux, l'implication des salariés varie selon les types de management.

D'une manière générale, les salariés préfèrent des modes de communication internes à l'entreprise. Ils préfèrent par ces communications être en contact avec leur chef direct plutôt que de s'en remettre à des instances qui ne sont pas vraiment représentatives. Une législation nationale ne règle pas de façon satisfaisante l'information et la

consultation des salariés. La vision socialo-communiste d'un syndicat se confirme être une erreur de conception, totalement étrangère aux intérêts directs des salariés et de l'entreprise. Nos interlocuteurs ne veulent pas de plateforme idéologique, mais un échange de vues direct et taillé selon les mesures et les besoins de chaque entreprise. Les places de travail, les rémunérations et l'avenir de l'entreprise sont bien trop importants pour être confiés à des fonctionnaires œuvrant pour un système dépourvu de tout lien affectif avec le monde évolutif du binôme entreprise/salarié.

Conclusion

Ces courts dialogues entre Européens de l'Ouest et de l'Est ont été empreints de franchise et libres de toute complaisance. Bien que partant de situations dissemblables, les enjeux de cette décennie font appel à une approche commune. Nous espérons que, même bref, cet aperçu contribuera à l'analyse interactive et à la perception des profonds changements que nous réserve la décennie 1994 - 2004. Grâce à l'emploi pluridisciplinaire de l'électronique, la notion trop bien connue de collectivité sera supplantée par celle de connectivité. Un nouveau type de valeur ajoutée existe d'ores et déjà sur les marchés grâce à un renouveau des services. PC, réseaux et serveurs sont disponibles pour agir mieux et plus rapidement dans tous les champs d'application et ceci de façon permanente.

Plus près de nous, en Suisse, nous devons avoir le courage de freiner le recours inflationnaire aux droits populaires en adaptant les conditions d'application de ceux-ci aux changements intervenus depuis leur création. Ces changements sont principalement: le nombre des votants qui s'est multiplié par sept, les moyens de communication et de mobilité modernes, multiples et bon marché, le niveau de formation bien plus élevé qu'au siècle passé, la prospérité et les loisirs dont dispose l'homme moderne. Il faut éviter qu'un recours effréné aux droits populaires porte atteinte au fonctionnement de notre Etat et que d'importants secteurs de notre économie pâtissent d'une *menaçante insécurité légale*.

A l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, il ne faut pas vivre sur son passé, mais affronter les difficultés de chaque jour en tournant les yeux vers l'avenir.

Avec l'ère des logiciels, c'est la bataille du savoir qui s'engage, à l'Ouest comme à l'Est!

RÉFÉRENCES

- Cornut, Jacques, *Les PME suisses et le maintien du cap sur l'Europe*, Revue Technique Suisse, Lausanne - 17.02.1994
- Die Schweiz als irritierender Sonderfall*, Wochbericht Nr. 6 der Bank Julius Bär, Zürich - 10.02.1994
- European Labour Markets, *An Update on Perspectives and Requirements for Job Generation in the second Half of the 1990s*, Published by ERT, Brussels - October 1993
- Gasteyer, Curt, *Europas Suche nach neuer Sicherheit*, Dir Volkswirtschaft, Bern - März 1994
- Gonga, Eleana, *Investieren in Bulgarien*, Linde Verlag, Wien, Sofia 1993
- Hailer, Thomas, *Die unwillkommenen Nachbarn*, EG-Magazin, Nomos Verlag, Baden-Baden - Februar 1994
- Kreis, Georg, *Symposium "Arbeit und Arbeitslosigkeit in Europa"*, Europainstitut der Universität Basel, Basel - 04.03.1994
- Livre Blanc de l'Union Européenne, *Croissance, compétitivité, emploi*, Publications de l'UE, Bruxelles 1993
- Mühselige Partnerschaft*, Wilhelm Hadler im EG-Magazin, Nomos Verlag, Baden-Baden - März 1994
- Publications 1993 - 1994 de l'Office des Publications Officielles des CE*, Luxembourg
- Vaincre la Crise, Charte pour l'Avenir industriel de l'Europe*, Rapport de la Table Ronde des Industriels Européens, ERT, Bruxelles - Décembre 1993

